

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél. : 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie

rouge

LUNDI

16 AOUT 1976

Belgique 15 FB

Grèce : 20 drach

Italie : 300 lire

Portugal : 15 esc

Suède : 2,25 Ks.

Suisse 1 FS

REALITE ET IMPUISSANCE

La Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement non-alignés à Ceylan s'est donné un but : comment agir comme facteur global dans le but de modifier les rapports économiques et politiques internationaux. Un tel objectif, par son énormité, requiert une unité de vues politiques et une stratégie adéquate. Cet objectif vise naturellement les tenants de la politique mondiale : les puissances impérialistes, si l'on prend au pied de la lettre la définition des buts de cette conférence !

Il se trouve que présentement, une très grande partie des gouvernements dits non-alignés présents à Colombo ne sont en place que grâce au soutien politique et économique direct de leur mandats impérialistes. Dans la liste des participants à la dernière réunion de ce genre qui s'est tenu à Lima, au Pérou, en août 75, on trouve : l'Arabie Saoudite, le Chili, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Jordanie, la Malaisie, le Mali, le Maroc, le Zaïre. Tous fantoches de l'impérialisme ! Depuis, le Chili a été exclu.

Une autre catégorie se trouve sur cette liste. Il s'agit des bourgeoisies nationales dont l'origine plonge dans les luttes anti-impérialistes passées de leur peuples et maintiennent des aspects d'un radicalisme en cours d'extinction : l'Algérie, la Guinée, la Tanzanie, la République Populaire du Congo, l'Inde. Et il y a ces Etats qui furent à l'origine de ce mouvement depuis Bandoeng en 1955 et dont les gouvernements ont soit capitulé bel et bien devant l'impérialisme : l'Egypte de Nasser devenue celle de Sadate, ou soit été renversés par les coups d'Etat de l'impérialisme : l'Indonésie de Sukarno passée entre les mains de la dictature militaire en 1965, dont la dernière entreprise est l'étranglement de Timor.

Un dernier paradoxe, et le plus fort, provient de la présence en pareille compagnie contre-

révolutionnaire de gouvernements directement issus d'une lutte anti-impérialiste révolutionnaire : le Viet-Nam, le Laos, le Cambodge, Cuba ; ou de celle de gouvernements nationalistes sortis d'une confrontation armée avec la domination coloniale directe : le Mozambique, la Guinée-Bissau, l'Angola, et qui restent déterminés à affronter les pouvoirs blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud qui menacent leurs conquêtes à peine acquises.

Et il reste la piétaille bureaucratique, parasitaire, sans poids dont la voix a pour fonction d'être enregistrée au mieux et qui constituent les poussées néo-coloniales de l'impérialisme : la Sierra Leone, le Libéria, l'Ile Maurice, Oman, les Emirats Arabes Unis, ect.

Enfin le gouvernement ceylanais, organisateur de cette conférence, n'a pu se maintenir en place au printemps 71 que par un massacre massif de la jeunesse ceylanaise, aidé par une coalition internationale faite des USA, de l'Inde, du Pakistan, de la Yougoslavie et de l'Egypte et de la Chine.

Ainsi se compose cette conférence des pays non-alignés, dont l'unique condition de rassemblement est de n'avoir signé aucune appartenance à un pacte militaire organisé par les USA ou l'URSS. Maigre condition pour être non-aligné. Comment concevoir qu'une pareille assemblée puisse débattre de manière productive et conséquente la modification des rapports politiques et économiques internationaux pour une réelle équité, quand les puissances impérialistes traversent une crise socio-économique dont la note sera en grande partie présentée à ces Etats néo-coloniaux. La réponse à une telle situation est trop simple : la révolution ou la capitulation. La fonction d'une telle conférence n'est évidemment pas de débattre de ce dilemme.

G. Vergeat

Ouverture aux Etats Unis de la Convention républicaine pour la nomination du candidat aux élections présidentielles

FORD FAVORI... POUR PERDRE LES ELECTIONS



C'est dans une arène sportive de Kansas City que s'ouvre ce matin la convention républicaine qui doit désigner le candidat de ce parti aux élections présidentielles de novembre. Il n'y aura pourtant pas beaucoup de sport dans cette réunion malgré la « division » savamment montée en épingle du parti entre Ronald Reagan et Gerald Ford.

Celui-ci part en effet favori dans la course à la nomination. Il dispose déjà de 1105 voix (la majorité requise est de 1130) contre 1132 pour Reagan, mais il reste 122 délégués non engagés dont une majorité se porteront sur le nom du président sortant. Il semble d'ailleurs que le clan Reagan ait organisé une « diversion » avec l'annonce à la dernière minute de la candidature de l'ultra-conservateur sénateur de New-York, James Buckley. Si cette candidature devait être confirmée elle profiterait à Reagan : en effet elle pourrait empêcher Ford d'obtenir la majorité au premier tour ; de plus, les délégués qui voteraient Buckley au premier tour se reporteraient sur Reagan au second. Si cette diversion ne semble pas devoir mettre en cause la nomination de Gerald Ford, elle limiterait certainement sa majorité à quelques voix.

C'est d'ailleurs pour ne pas s'aliéner trop de délégués non engagés, que Ford n'a pas encore annoncé son co-listier et qu'il n'envisage pas de le faire avant l'ouverture du scrutin.

Derrière ces bagarres de clan, il est difficile de trouver de différence sur le fond dans la philosophie politique des deux candidats. Cette convention républicaine sera marquée par un conservatisme outrancier qui se reflète déjà dans le projet de plateforme électorale du parti. C'est en effet en faisant des concessions à la droite que Gerald Ford (qui, de toute façon n'a jamais rien eu d'un « libéral ») tente de prendre des voix à son opposant d'une convention.

Il semble d'ores et déjà que la convention républicaine doit désigner le perdant des prochaines élections présidentielles : tous les sondages donnent en effet le démocrate Jimmy Carter gagnant à deux contre un sur son opposant républicain.

A.L.

Auto-réduction

CFDT PTT
COMBATTONS LA
FLAMBEE DES PRIX !
Les nous ont roulé en juillet : Logement EDF RATP
+15% +15 +10%
Les ne nous rouleront pas en août : PTT +
25%

REFUSONS L'AUGMENTATION

USAGERS
TIMBREZ
VOS
LETTRES
A O80



POSTES ET LEURS BOUTE ENSEMBLE, C'EST PRIÉ

Une affiche qui nous rappelle les lendemains de grève en 74 où la CFDT de Paris 5 avait pris l'initiative d'appeler à la lutte contre la hausse des tarifs postaux (à l'époque de 60 à 80 c).

Aujourd'hui, c'est le syndicat des Postaux parisiens qui reprend à son compte une telle campagne. Quelle que soit son efficacité immédiate, elle ne va pas manquer de déclencher un important débat dans les structures fédérales. En effet, seule une prise en charge par les fédérations, fondée sur l'organisation de l'ensemble des postiers autour de cette action, peut permettre de faire revenir le pouvoir sur les hausses.

Aventurisme, utopie ?

A Milan, en Italie, pour lutter contre les hausses des bus, les travailleurs des transports avec leurs syndicats ont édité des tickets aux anciens prix et ce sont les unions locales et régionales, les sections d'entreprises qui les ont diffusés jusqu'à la victoire face à la municipalité. La « désobéissance » civile et de classe leur est maintenant un acquis.

F.M. Militant PTT

GUADELOUPE :
70 000 HABITANTS
DE BASSE TERRE
EVACUES.

LIRE PAGE 2

MUSIQUE INTERDITE ?

Le festival pop d'Orange et de Nîmes qui doit avoir lieu du 26 au 28 août aura-t-il lieu ?

Forme d'interdiction « honteuse », les Arènes de Nîmes, qui dépendent de la municipalité, viennent de refuser de prêter l'édifice qui devait accueillir deux des trois soirées.

Aucune explication officielle n'a été fournie, mais il est difficile de ne pas se rappeler ce qui a abouti le 7 août à l'interdiction du festival d'Arles. On se souvient des affrontements entre des resquilleurs et une bande armée engagée par les organisateurs, de l'interdiction qui avait suivi, et des autres affrontements... qui avaient été annoncés par la TV avant leur début.

S'agit-il cette fois pour la municipalité de Nîmes d'un geste d'éclat garantissant la sécurité de ses électeurs à l'aube de la rentrée ? Ou de la

crainte d'une municipalité d'être débordée par des incidents dus aux « resquilleurs » ?

Les arguments de Messieurs Bernardin et Farrau, les financiers du festival, ne sont pas les nôtres. Ils expliquent que « 15000 jeunes sur place, c'est autant de gagné pour le commerce local », et autant de gagné pour eux puisque les places seront chères.

Mais la réduction à une soirée ou l'annulation du festival pop serait une grande déception, la disparition d'une des rares occasions de voir certains groupes. Une perte de plus dans cet été de musique décidément interdite.

Mais bon sang, messieurs, si vous craignez tant les incidents, pourquoi ne les faites-vous pas gratuits nos festivals, et débarassés des cogneurs, tant du service d'ordre officiel que de celui des municipalités ?

BACTERIE-SUR-PLAGE

La pollution au quotidien, ce serait comme un Seveso distillé à petites doses. Quand un maire s'étrangle de fureur : « Les analyses ça ne signifie rien », on se dit qu'on a déjà entendu ça, ailleurs.

A la fin de la saison, la pollution a refait la une des journaux, en particulier après la publication de l'enquête de « Que Choisir ». Le 8 juillet une page entière de Rouge était consacrée à ces plages déplorables. Aujourd'hui, on récidive, ne serait-ce que pour confirmer les angoisses du Maire de Palavas : « depuis le début de la saison touristique une véritable campagne de dénigrement de ma commune a été engagée, c'est une campagne politisée ».

Oui, la pollution est politique. Il peut bien y avoir une « levée générale de boucliers », la pollution c'est l'image d'une société qui n'en finit pas de crever, et qu'il faudra bien jeter aux poubelles de l'histoire. Qu'on compte sur nous pour aider à couper ses racines.

LIRE PAGE 8

AFRIQUE DU SUD

CINQUANTE DIRIGEANTS NOIRS ARRETES

Le « calme » revient progressivement dans les villes noires satellites du Cap. Toutefois des manifestations sporadiques continuent d'avoir lieu dans plusieurs villes d'Afrique du Sud.

La peur commence à gagner l'Etat raciste et les colons blancs. Des blancs de la province du Cap ont vidé les rayons des armuriers au lendemain des sanglantes émeutes. Des délégués du parti gouvernemental ont réclamé : « que les noirs paient eux-mêmes les dégâts qu'ils ont fait, et que la police soit plus ferme ». Les délégués du parti gouvernemental ont donc dû applaudir à l'arrestation de cinquante dirigeants noirs de tous les milieux d'opposition. Parmi les emprisonnés, en application de la loi « pour la suppression du communisme », figure Winnie Mandela, femme de Nelson Mandela, leader du Congrès national africain, emprisonné à vie en Afrique du Sud, ainsi que le président de la Convention du peuple noir, une des seules organisations politiques noires légales.

Après Soweto, rien ne sera plus comme avant.

Jour après jour, la presse rend compte des mobilisations grandissantes des masses noires sud-africaines. Jour après jour le mouvement s'étend, prend de l'ampleur et affirme son incroyable témérité face au dispositif répressif.

La République Sud-Africaine connaît actuellement la plus grave de ses crises économiques. Les différents secteurs de la bourgeoisie sud-africaine, des cercles de la franc-maçonnerie calviniste jusqu'au Parti Libéral de Harry Oppenheimer s'épuisent en débats pour résoudre simultanément le manque de main d'œuvre qualifiée, la chute des cours de l'or, la crise de la balance des paiements, l'incapacité de mener jusqu'au bout la politique de retribalisation des Africains dans le cadre des réserves « bantoustans »...

L'Etat sud-africain n'est ni un Etat néo-colonial ni un Etat impérialiste classique. Il dépend totalement de ses rapports avec le monde impérialiste et s'apparente à des Etats comme celui d'Israël ou celui du Brésil. Etat expansionniste, gendarme de l'Afrique noire, il doit affronter aujourd'hui une modification brutale des rapports de forces dans toute l'Afrique australe. Si Sharpeville en 1960 avait ouvert une période de reflux et de défaite, cela avait été aussi le symbole politique du boum économique sud-africain. Soweto symbolise le renversement de ces tendances. Après Soweto rien ne sera plus comme avant dans ce pays.

Pour ces raisons l'espoir d'une victoire, même partielle, des masses africaines dépend à la fois d'une modification plus radicale des rapports de forces internationaux et africains et d'une capacité à doter le mouvement de masse d'une direction révolutionnaire authentique.

Pour donner un aperçu du dispositif policier et militaire de l'Etat raciste il suffit de préciser que la puissance guerrière des Sud-africains vis à vis des Etats africains voisins est dix fois plus importante que celle d'Israël vis à vis de l'Egypte et de la Syrie durant la guerre du Kippour. Comment des hommes et des femmes armés de batons, de couteaux, de cocktails molotovs pourront venir à bout d'une telle force ? Il faut isoler, boycotter l'Etat raciste. Il faut paralyser sa

politique de massacre et de génocide. Il faut obliger les Etats impérialistes à réduire leur soutien. Il faut aussi que la Révolution africaine progresse elle-même afin de dégager les masses sud-africaines du chantage permanent que constitue l'aide au compte-gouttes des Etats néo-coloniaux de l'OUA.

Dans son dernier numéro de Sechaba l'African National Congress, investi par le PC sud-africain évoque la nécessité pour la jeunesse de se doter d'une direction politique authentique, à savoir l'ANC lui-même... Ceci est tout à fait caractéristique de la nouvelle période. Les appareils extérieurs sclérosés se voient débordés et même ignorés par les nouvelles générations radicalisées. Chacun va vouloir lancer son appel d'offre sur un mouvement qui désormais a déjà submergé les notabilités noires collaboratrices. Il semble bien que l'opération sera douloureuse au sein de ces appareils nationalistes pour regagner en crédibilité et pour sortir de leur vaine stratégie diplomatique. Toutefois rien ne laisse présager l'émergence miraculeuse d'une direction révolutionnaire centralisée alternative. Le mouvement Black People Convention né en 1972 semble influencer substantiellement les manifestants. Mais il est trop tôt pour pronostiquer l'évolution de ce mouvement compte tenu de sa très courte existence.

La recomposition du mouvement de masse en Afrique du Sud ne sera pas indépendante des formes et du dynamisme du soutien internationaliste dans le monde. En France, nos responsabilités sont grandes en regard de la politique giscardienne. Les militants anti-impérialistes doivent considérer comme décisif le développement d'un mouvement permanent et militant de solidarité. Il faut rechercher l'unification de tous les comités existant sur cette question. Toutefois, à notre sens, il existe dorénavant un cadre dynamique et militant qui peut et doit être renforcé car il constitue sans doute la réponse la plus adéquate. Il s'agit des comités anti-outspans dont les préoccupations et le bilan dépasse déjà la simple campagne de boycott des oranges sud-africaines.

C. Gabriel

ETATS-UNIS

La convention du Parti républicain UN CIRQUE? MAIS QUEL CIRQUE

Autant la convention démocrate, qui s'était tenue à New-York à la mi-juillet avait pu sembler dépourvue d'intérêt, le favori Jimmy Carter étant assuré de l'emporter dès le premier tour, autant la convention républicaine qui s'ouvre aujourd'hui à Kansas City promet d'être animée et fertile en rebondissements.

A voir le spectacle qu'offrent les deux candidats du « Great Old Party » (1) on comprend mieux en effet le désintérêt manifeste d'une grande partie de l'électorat américain pour tout ce qui touche, de près ou de loin, à l'élection présidentielle. Cela n'a sans doute rien d'une nouveauté : le jeu politique bourgeois est une chose peu ragoûtante, à laquelle il est conseillé de ne toucher qu'avec des pincettes. Mais même les journalistes américains croyaient avoir tout vu, tout connu, n'ont pas manqué d'être surpris.

Qu'on en juge. Ronald Reagan, connu pour ses opinions particulièrement réactionnaires s'était engagé, il y a quelque temps de cela, à ne pas choisir comme co-listier une personnalité ayant des vues opposées aux siennes. Aussi son choix se porta-t-il tout naturellement vers le sénateur Richard Schweiker, considéré comme l'un des plus à gauche du Parti Républicain. Ce dernier se garda bien de refuser, bien qu'à peine un mois plus tôt il ait annoncé son intention de voter en faveur du Président Gerald Ford et qu'on ait même parlé, à l'époque, d'un ticket Ford-Schweiker. Mais ne dit-on pas que « qui se ressemble s'assemble » ?

La pointe de l'iceberg

N'allez pourtant pas croire que Gerald Ford soit en reste. Se trouvant extrêmement embarrassé à l'idée de choisir un vice-président, car son choix - quel qu'il soit - ris-

querait de lui faire perdre un nombre appréciable de voix, « Gerry » choisit en définitive de ne pas faire de choix et de laisser les membres du parti faire le leur. Tous les délégués, tous les sénateurs et représentants, tous les gouverneurs, maires et dignitaires du parti vont donc lui faire connaître, par écrit, leur préférence. Comme de toute façon, il sera seul à en connaître le résultat, cela ne lui coûte pas cher.

Mais tout cela n'est bien sûr que la partie immergée de l'iceberg. Car le moins que l'on puisse dire, c'est que la bataille se mène à corps perdu. Il n'y a pas eu une semaine sans que l'un ou l'autre camp ne convoque une conférence de presse pour annoncer que le chiffre fatidique des 1 130 mandats « était sur le point » ou « vient » d'être atteint. Au point que l'on pourrait se demander si, comme dans une traditionnelle partie de poker, l'un des participants n'est pas venu à table avec un cinquième as dans sa manche.

Pour peu on finirait par croire les journalistes des médias et de la presse bourgeoise qui tirent sur « la division du Parti Républicain », soulignent la crise qui le traverse et évoquent les affres d'une candidature pouvant conduire à son éclatement. Quelle que soit l'apreté de la compétition engagée entre les deux hommes et les courants qu'ils représentent, on en est loin. Cette « compétition » est en effet superficielle, volontairement montée en épingle et savamment entretenue par les caciques du Parti. Après huit années de présidence républicaine, après le Watergate et la crise économique, après les révélations sur la CIA et le FBI, le risque était grand pour le Parti Républicain, à la veille des élections, de voir une grande partie de son électorat abandonner le navire en perdition pour se réfugier sur ce « radeau de la méduse » qu'est le Parti Démocrate.

Le bi-partisme pour être efficace et remplir le rôle qui est le sien suppose un équilibre apparent entre les deux principales forces politiques et ne souffre pas que l'une ou l'autre de ses composantes se rétrécisse comme une peau de chagrin.

Manifestement le risque existait d'assister à une déconfiture totale du parti au pouvoir. Pour l'éviter il n'y avait d'autre solution que de mobiliser l'ensemble de la base du parti autour de deux candidatures apparemment conflictuelles, exprimant ce qu'il est convenu d'appeler des sensibilités différentes, qui au lendemain d'une convention disputée se retrouveront côte à côte dans un magnifique élan unitaire.

N'en doutons pas, tel sera bien en définitive l'aboutissement de la convention républicaine de Kansas City. Ford ou Reagan, Reagan ou Ford, c'est comme l'a dit déjà quelqu'un de chez nous, « bonnet blanc et blanc bonnet ». Le problème n'est pas de savoir quel sera le challenger de Carter. La question ne se pose pas de savoir qui est le « vice » et qui est la « vertu ». Depuis de longues années démocrates et républicains se sont entraînés à tenir alternativement les deux rôles. Ils y excellent tous les deux.

Seulement même le meilleur des publics peut, un jour ou l'autre, se lasser d'assister en permanence au même spectacle. Il a aujourd'hui commencé à désertier la salle. Il ne s'en faudrait pas de beaucoup pour que, renouant avec une vieille tradition populaire, il ne vienne demain à l'« entrée des artistes » attendre et bastonner ceux des comédiens qui ne lui auraient pas plu. Nul ne saurait dire alors qui recevrait le plus grand nombre de coups de bâtons.

Julien Tonnac
(1) Great Old Party : ce grand vieux parti, appellation familière du Parti Républicain.

SUISSE

UNE GREVE PAR DESSUS LA FRONTIERE

Lausanne, le 15 août

La grève des trois usines Dubied (machines à tricoter, machines-outils, armement) dans le canton de Neuchâtel, a pris de l'ampleur cette semaine (voir Rouge n° 123). Cette grève devient ainsi la plus importante en Suisse depuis longtemps, et, plus que celles des derniers mois, elle prend valeur de test. Les travailleurs en Suisse, alors qu'une très légère reprise se fait sentir, arriveront-ils à créer le rapport de forces qui leur a fait défaut jusqu'ici pour empêcher l'érosion des salaires et des places de travail ? Ce test est d'autant plus important que, cette fois, les travailleurs de Dubied sont entrés en grève après que tous les mécanismes de la paix sociale (tribunal d'arbitrage) aient été épuisés.

La grève de Dubied est donc une grève sauvage qui, si elle se révèle payante, apportera une preuve éclatante, non seulement de la faillite de la paix du travail, mais encore qu'une alternative crédible existe : le recours à l'action directe. Le syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) qui continue à refuser de soutenir une grève « illégale » affirme cependant « appuyer » et « comprendre » les grévistes. Ceux-ci ont le moral au beau fixe. Après quelques hésitations les premiers jours, jeudi et vendredi, les grévistes ont pris activement

leur sort en main : création de commissions de presse, distribution de milliers de tracts dans tout le canton, manifestation de 700 personnes (sur 3000 habitants) à Couvet jeudi, appel à la création de comités de soutien unitaires. Chaque jour, une assemblée générale a lieu à Couvet ; les comités de grève des trois centres ont également commencé à se rencontrer régulièrement.

Cette grève vise à préserver le 13ème mois, mais également à éviter que la restructuration ne s'opère sur le dos des travailleurs avec des licenciements et des hausses des cadences. Cette sensibilisation s'étend de l'autre côté de la frontière. Ce sont en effet les frontaliers de Pontarlier qui ont été licenciés prioritairement ces dernières années, et ils sont encore plus de 200 à participer activement à la grève, en apportant souvent les expériences de lutte qu'ils ont connues en France. C'est pourquoi cette grève concerne aussi les travailleurs du Jura français. Le PCF et le POP (PC suisse) neuchâtelois viennent de publier une déclaration de soutien commune. Il est urgent que la solidarité s'étende aussi en France !

F. Gonsseth
Messages : Comité de grève Dubied
2108 Couvet, Suisse.
Dons : Comité de soutien Dubied
Couvet CCP 20 9025

GUADELOUPE

Des milliers de personnes évacuées

Le préfet de région, M. J. Claude Aurousseau, a demandé dimanche à la population d'évacuer totalement la région comprise entre les localités de Vieux Habitants et de Capesterre à la suite d'une aggravation de la situation au volcan de la Soufrière.

Tous les transports en commun de la Grande Terre (région de Pointe à Pître) ont été réquisitionnés par les autorités afin de permettre d'évacuer les habitants du sud de Basse Terre menacés par le volcan de la Soufrière. Le volcan de la Basse Terre, situé au sud de l'île de Basse Terre, est, avec 1467 mètres, l'un des principaux sommets de la Guadeloupe. L'ordre d'évacuation touche environ 70 000 personnes. Dimanche après-midi, une certaine panique commençait à s'emparer des habitants du sud de Basse Terre. Sur les routes, des embouteillages monstres et des accidents retardent l'évacuation. Par ailleurs le laboratoire de physique du globe de St Claude s'est replié sur le fort de St Charles de Basse Terre. Il ne subsistera jusqu'à l'achèvement de l'évacuation totale, qu'un très petit élément du PC ORSEC à la préfecture. Le matin, un nuage de cendres magmatiques de plus de 200 mètres de hauteur s'élevait au-dessus de la faille ouverte par l'explosion du 8 juillet dernier dans le flanc de La Soufrière.

LIBAN

LE DERNIER ROUND ?

Quatre jours après la chute du camp palestinien de Tell el Zaatar les combats se poursuivent avec une extrême violence dans plusieurs régions du Liban. Les bombardements des quartiers est et ouest de Beyrouth à l'artillerie lourde n'ont pas cessé depuis trois jours. Des combats ont lieu dans le centre-ville presque entièrement détruit et dans la montagne libanaise, à trente kilomètres au nord-est de Beyrouth.

Les réactionnaires chrétiens cherchent à déloger les combattants anti-réactionnaires de la dernière enclave qu'ils occupent en zone chrétienne. La Résistance palestinienne et la gauche libanaise tentent d'opérer une percée militaire qui leur permettra de se renforcer après la perte de Tell el Zaatar.

Sur le plan politique, le ton adopté par les leaders d'extrême-droite est à l'apaisement. Après le chef du Parti National Libéral (extrême-droite) Camille Chamoun qui avait déclaré qu'il était inutile de poursuivre les combats, le leader du Parti des Phalanges, Pierre Gemayer s'est déclaré « optimiste quant à une issue prochaine de la crise libanaise ».

Le fils de Pierre Gemayer, Béchir Gemayer a par ailleurs mis en garde contre « toute mesure qui entraverait la réunification du Liban (...), d'autant que l'on assiste actuellement à un rétablissement du dialogue entre les personnalités des différentes communautés ».

La droite chrétienne s'estime aujourd'hui en mesure de négocier un accord à son avantage. Les contacts établis récemment entre Gemayer et le leader bourgeois musulman Saeb Salam constituent un prélude à de prochaines négociations. La droite chrétienne refusant par ailleurs tout contact avec la gauche libanaise.

La Résistance palestinienne et la gauche libanaise adoptent pour leur part une position extrêmement dure, essentiellement sur le plan des déclarations politiques. Un communiqué commun diffusé dimanche proclame que « l'époque des compromis est révolue. Seule la détermination dans la guerre de libération populaire per-

mettra de faire face aux complots de la partition du Liban que cherchent à exécuter Damas et les conservateurs chrétiens ».

Kamal Joumblatt, bourgeois libéral et leader de la gauche libanaise avait préconisé la veille « la formation et l'entraînement de la population dans les quartiers, les villes et les villages ». Il avait demandé aussi une aide « d'au moins cent millions de dollars » aux régimes arabes pour permettre au camp palestinien-progessiste de « faire face à la bataille prochaine ».

Ces déclarations sont cependant contredites par les tentatives menées par la direction de l'OLP d'aboutir à un arrangement avec le régime syrien. Une réunion syro-palestinienne s'est tenue samedi soir à Damas. La délégation palestinienne comprenait trois représentants du Fatah, du FDPLP et du FPLP-Commandement général (tendance Jibril). La réunion a porté sur la manière par laquelle le récent accord syro-palestinien devra être mis à exécution. Cette réunion avait été préparée par le représentant de la Ligue arabe au Liban, Hassan Sabri El Kholi.

D'autre part, selon les journaux libanais « Assafir » et « Annahar », El Kholi transmettra dès aujourd'hui au secrétaire général de la Ligue arabe « une requête palestinienne-progessiste pour une réunion urgente d'un sommet arabe en vue d'examiner la situation au Liban et pour une augmentation du nombre des casques verts ainsi que pour le retrait des troupes syriennes ».

Pour sa part, l'Arabie Saoudite, après avoir donné son accord à l'intervention syrienne au Liban et couvert toutes les dépenses militaires syriennes s'émeut subitement de la chute de Tell el Zaatar et appelle, elle aussi, à la tenue d'un sommet arabe.

Ainsi de prochaines négociations et de prochains accords ne sont pas à exclure. Vus sous cet angle, les combats qui ont lieu aujourd'hui ne sont qu'une préparation des différentes parties à l'étape ultérieure : celle des compromis.

S. Accaoui

PORTUGAL

10 000 PERSONNES A LISBONNE CONTRE LE RETOUR DE SPINOLA

Lisbonne le 14 août, de notre correspondant

Malgré la période de pléines vacances, à la veille du 15 août, près de 10 000 personnes se sont rassemblées sur la place du commerce de Lisbonne et ont défilé à travers la ville à l'appel des G.D.U.P - groupes de dynamisation de l'unité populaire - soutenus par les organisations d'extrême-gauche. Il s'agissait de riposter au retour au Portugal de Spinola et à sa mise en liberté presque immédiate, ainsi qu'aux libérations d'agents de la PIDE qui se sont multipliées les jours derniers.

La manifestation, imposante par son nombre et son organisation, a traversé les quartiers populaires pour se rendre à Sao Bento (assemblée nationale). En tête, derrière la banderole du G.D.U.P de la Lisnave, venaient 200 travailleurs des chantiers navals, certains en bleus, avec leurs casques de travail. Un peu plus loin derrière une rangée de drapeau rouge, le cortège de la LCI qui a mené une campagne très active depuis plusieurs semaines par tracts, affiches, journaux, etc... contre le retour de Spinola, groupait 200 personnes. Aucune organisation n'avait été autorisée à porter ses banderoles au nom du caractère « apartidaire » de la manifestation, aussi le MES (Mouvement de la gauche socialiste) et le PRP (Parti révolutionnaire du prolétariat) s'étaient complètement dissous dans les GDUP. Seul le PCP(R) (Parti communiste portugais révolutionnaire, noyau derrière l'UDP) apparaissait par la diffusion de son journal et d'un tract.

Venaient ensuite, chacun derrière sa banderole, les GDUP de quartiers et banlieue de Lisbonne, cer-

tains avec plusieurs centaines de manifestants, d'autres quelques dizaines, ainsi que des délégations d'entreprises : TAP, CTT, Standard Electrica, etc...

Le cortège, frappait de bout en bout par son caractère ouvrier et populaire. Des centaines de travailleurs âgés, des femmes des quartiers étaient présents, dépassant largement les forces influencées traditionnellement par l'extrême-gauche.

Les mots d'ordre, repris d'un bout à l'autre de la manifestation, traduisaient bien qu'en termes assez généraux la volonté de s'opposer non seulement au retour du fasciste Spinola mais aussi à toute la politique de « récupération capitaliste » actuelle.

Cette manifestation constitue pour la bourgeoisie, mais aussi pour les directions des partis réformistes, un avertissement sérieux, après les résultats des élections. C'est la preuve que la politique d'offensive anti-ouvrière, de retour à l'ordre ne se fera pas sans riposte de la classe ouvrière et que les directions ouvrières resteront passives face à cette situation devront en payer le prix.

Le PCP s'est refusé à aller plus loin que quelques déclarations à l'assemblée nationale et la publication de motions de protestation dans la presse des syndicats qu'il contrôle.

La coordination des GDUP avait pris l'initiative de proposer à l'intersyndicale l'organisation commune de la manifestation. Celle-ci a été refusée. Si une telle évolution devait se confirmer, elle favoriserait l'impact de l'extrême-gauche vis-à-vis du mouvement ouvrier traditionnel pour organiser la riposte ouvrière de l'automne.

LE MONOCLE ET LA LOUPE

Si quelqu'un n'est pas convaincu que la bourgeoisie n'est plus bonne à rien de progressiste, pas même à respecter le mot liberté qu'elle inscrit si souvent sur le drapeau de ses croisades anti-dictatoriales, qu'il regarde le Portugal. Plus de 2 ans après la révolution des oeillots du 25 avril, il ne reste plus en prison que 15 tortionnaires de la PIDE sur les 1 500 qui avaient été incarcérés. Des bourreaux connus et reconnus par leurs victimes mutilées se promènent en toute impunité dans les rues de Lisbonne. Spinola, le putschiste du 28 septembre, le comploteur du 11 mars, le chef de bande terroriste du MDLP et de l'ELP (mouvement démocratique de libération du Portugal). Reste à faire 24 H dans un fauteuil confortable du fort de Caxias d'où un juge d'instruction compréhensif le libère inconditionnellement, « faute de preuves ».

C'est comme un symbole : du 11 mars 1975, jour de son départ après le coup d'Etat manqué, au matin du 12 août 1976, quand Spinola rentre dans ses meubles sous la protection de la police de Lisbonne, 18 mois se sont écoulés. 600 jours d'espoirs magnifiques, ponctués de victoires et de défaites, d'avances impétueuses et de reculs désemparés, que nous avons vécu avec ces millions de femmes et d'hommes enfonçant les portes de la liberté que les capitaines du MFA leur avaient entrouvertes après 48 années de misère et de baigne salazaristes. Il y a quelque chose de

poignant, de profondément révoltant à penser qu'un traîneur de sabre arrogant vissé dans l'oeil a déjà droit à plus d'égards que le travailleur agricole de l'Alentejo dont le chapeau de feutre noir et la fierté de cultiver sa terre occupée sont les seuls biens ; que la paysanne qui porte orgueilleusement sur la tête le foulard rouge aux couleurs de la vie nouvelle qu'elle a entrepris de conquérir coûte que coûte et coude à coude avec l'ouvrière et l'ouvrier de Lisbonne, Setubal et Porto.

Oui, avec le retour de Spinola une nouvelle page est tournée au Portugal. La bourgeoisie ne parle plus seulement d'ordre ; elle se fait le plaisir de ramener au bercail celui qui le mieux l'incarne et pourrait encore servir à l'imposer avec tous les experts en boucherie coloniale.

La panoplie traditionnelle des démocraties bien ordonnées, une Assemblée Constituante, un Parlement, un gouvernement constitutionnel n'ont pas pu empêcher que ce soit encore sur le pavé des usines et des casernes, sur la terre des exploitations agricoles et des villages que les véritables décisions restent à prendre. Là haut la droite revient en force. Hissée sur le marchepied de la candidature de Eanes elle s'effraie peu des timides tentatives du gouvernement Soares de lui asséner quelques coups plus spectaculaires qu'efficaces, comme l'arrestation d'une dizaine de fascistes quand il y en a des milliers qui complotent tranquillement. Elle commence à pousser hors du Conseil de la Révolution les figures de proue du groupe de Neuf, artisans de la

remise en ordre de l'été et de l'offensive du 25 novembre, qui lui paraissent trop peu sûrs, pour disposer d'un centre de pouvoir concentré, face à la probable impuissance du gouvernement socialiste.

Mais en bas on est encore loin du compte. C'est que le peuple portugais n'a pas encore baissé ses millions de bras. C'est que la fabuleuse énergie désordonnée de deux années de luttes presque ininterrompues menace d'un nouvel automne tous ceux qui rêvent de revenir au bon vieux temps. Et comme en face les travailleurs voient les nouveaux oppresseurs tendre la main aux anciens exploités, ils sentent qu'il faudrait aussi serrer les rangs et ce malgré les conflits, les querelles, les rivalités qui ne les ont que trop divisés. Le congrès syndical est à l'horizon de cette recherche inquiète de l'unité ouvrière, gâchée par les grenouillages réformistes des bureaucrates avides de se répartir à l'avance les sièges de direction de la centrale unique qui en sortira.

Les luttes politiques vont de plus en plus fidèlement épouser les contours des deux classes sociales protagonistes de l'avenir de la révolution portugaise. Et les luttes sociales vont s'opposer à un pouvoir politique, militaire et économique bourgeois qui n'a plus la possibilité de donner le change au moyen des vieux mythes populistes du MFA. Les brasiers qui sont en train de s'allumer en Espagne vont aussi éclairer crûment le Portugal. Et si le monocle de Spinola était une loupe pour allumer ce feu-là ?

Charles Michaloux

CHINE

AMOUR COUPABLE

Une affaire de mœurs suscite une importante agitation opposant les « masses populaires » aux autorités provinciales du Shensi accusées d'injustice, selon une dépêche de l'AFP.

A l'automne 1975, rapportent les Dazibaos qui tapissent les murs de Sian, Wang, un jeune ouvrier d'une usine d'appareillage électrique et une jeune fille nommée Mao X.X. (pour éviter l'identification précise) furent surpris en train de faire l'amour alors qu'ils étaient censés suivre un meeting de critique contre Lin Piao et Confucius.

Les jeunes gens étant liés depuis quelques temps, les affiches rapportent que l'affaire aurait pu être réglée de l'intérieur de l'usine par une critique de leur « conduite bourgeoise ». Mais le frère de Mao X.X. frappe le « coupable », tandis que la mère de la jeune fille avertissait son mari, un cadre dirigeant exerçant dans une autre région de Chine, qui regagne Sian sur le champ.

Toujours selon les dazibaos, le père de la jeune fille fit pression sur elle pour qu'elle accuse son amant de viol. Il aurait usé ensuite avec succès de ses relations parmi les dirigeants du comité révolutionnaire provincial et du bureau de sécurité (police) pour faire incarcérer le jeune ouvrier qui, 18 mois plus tard fut condamné à 20 ans de prison ! Bien que « violée », la jeune Mao X.X. se voyait infliger trois ans de « réforme par le travail ».

Les ouvriers de l'usine d'appareillage électrique se sont mobilisés pour défendre Wang. Leurs affiches accusent les autorités judiciaires de n'avoir jamais consulté les « masses populaires », c'est à dire eux-mêmes, ouvriers et compagnons de travail de Wang.

A la suite d'une seconde enquête le verdict fut inchangé malgré un rapport judiciaire favorable à Wang.

Les travailleurs poursuivent leur campagne d'affiches et ont, semble-t-il, réussi à gagner le soutien de la population. Ainsi les employés de la poste municipale ont offert leur grand hall pour tenir des meetings de soutien à Wang.

DES RONDS DANS LES BENITIERS

Près de 500 personnes ont assisté dimanche matin à Lametz (Ardennes) à une messe traditionaliste célébrée par l'abbé Henri Mouroux de Nancy, assisté par deux séminaristes d'Econe, établissement dirigé par Mgr Marcel Lefebvre, le prélat suspendu « a divinis » par le Pape Paul VI. Le maire M. Nizet, ceint de son écharpe tricolore, avait pris place au premier rang. Evoquant le conflit entre Rome et Mgr Lefebvre, l'abbé Mouroux devait déclarer « Nous sommes entrés maintenant dans une lutte titanesque entre l'Eglise catholique et l'Eglise conciliaire ».

L'enquête effectuée par un institut cherche naturellement à cerner les effets sur les fidèles de la rébellion du très réactionnaire et très traditionaliste Marcel Lefebvre, évêque d'Econe. N'ayant pas su prendre le vent, l'évêque a comme on sait été récemment frappé d'une suspension « a divinis » par un Paul VI rageur de voir son autorité contestée.

Les résultats de ce sondage sont pour le moins contradictoires. Si 28 % des catholiques interrogés se disent favorables à l'action entreprise par Marcel Lefebvre, 62 % sont pour la messe en français (à laquelle s'oppose vigoureusement l'évêque d'Econe), 43 % veulent que les réformes soient poursuivies, 70 % sont acquis à l'idée du mariage des prêtres. Mais 36 % des catholiques interrogés sont « inquiets et troublés » par l'évolution de l'Eglise, 48 % estiment que les réformes vont trop loin. Bref ; on voudrait que les choses changent, un peu, mais dans l'ordre et sans remous.

Lefebvre se crispe et fait donner des messes un peu partout, des Cotes du Nord à Chatelperron (Allier), en passant par Lametz en Ardennes. Il se défend naturellement d'organiser le schisme. Fin tacticien (du moins à son échelle), il renonce cependant à envoyer en Italie des

prêtres ordonnés sous son autorité. Domaine réservé au Pape.

La hiérarchie fidèle se perd en appel à l'unité de l'Eglise. Au moment où le bateau fait eau de toute part, il faut serrer les rangs. Le cardinal Marty monte aux premières lignes. Saisissant l'occasion du 7^e centenaire de la cathédrale de Strasbourg, il affirme comme suprême argument que, contrairement à d'autre, lui « aime » l'Eglise « et qu'au terme d'une longue vie elle ne l'a jamais déçu ». Et il ajoute : « trop d'hommes critiquent l'Eglise. C'est injuste. D'aucuns disent qu'elle est infidèle au passé, d'autres qu'elle est inintelligente pour les temps actuels. On condamne son évolution, on lui reproche son immobilisme ».

Eh oui ! Les forces centrifuges sont à l'œuvre. Les plus obtus des réactionnaires, genre Lefebvre, ne voient plus que l'insubordination au pape pour s'opposer aux courants de plus en plus nombreux et massifs qui, au prix éventuel d'une distance avec les dogmes, veulent trouver leur place dans les vagues montantes des luttes sociales. Le clergé traditionnel est désemparé et regrette la violence des polémiques. C'est son affaire, on la lui laisse volontiers.

JF. V

L'INQUIETUDE GAGNE FRANCE SOIR

Hersant rachèterait 50 % (ou plus) du capital de la société qui s'est créée il y a un peu plus d'un mois pour racheter France-Soir (cf. Rouge 126 du 14.8.76). Cette nouvelle que les rédacteurs de France-Soir ont connue par le reste de la presse, les inquiète à juste titre.

Réunis en AG le 13 août au soir, ils ont décidé de « s'opposer par tous les moyens » au projet Hersant et se mettaient donc en grève pour que Winkler (directeur actuel de France-Soir) suspende les entrevues qui devaient peut-être conclure le marché le samedi 14. Winkler, pour éviter une crise publique, a accepté immédiatement de ne voir Hersant que mardi 17, et de rencontrer les journalistes auparavant le lundi soir.

Les journalistes ont décidé de suspendre leur grève. Mais ce coup de semonce est loin d'être suffisant pour arrêter le processus. Ce qui se joue, c'est non seulement la concentration de la presse sous le contrôle des plus grosses sociétés capitalistes, mais aussi la mise en place d'un quotidien de la « majorité présidentielle ».

Lise T.

L'ITINERAIRE EMERAUDE DES PRISONS

Quand un détenu gêne, on le transfère. Quand le détenu en question est retors et demande la raison de ce transfert, on n'hésite pas à lui répondre que c'est pour désencombrer les prisons parisiennes surchargées.

C'est ce qui est arrivé à Jean Lapeyrie, l'un des animateurs du CAP, transféré de Fleury Mérogis à la prison de Blois juste avant de passer devant la cour d'appel qui devait statuer sur sa demande de mise en liberté. Résultat : l'audience prévue pour le 4 août a dû être reportée puisque le prévenu, qui venait d'être transféré, ne pouvait être à l'heure au palais de Paris. Façon comme une autre de distribuer du « rabe » en invoquant des « raisons techniques ».

Il est vrai que militer au CAP mérite quelques égards de la part de

la chancellerie. Cette dernière est elle-même intervenue pour susciter ce transfert unique et isolé qui a dû régler tous les problèmes de « surcharge » que l'on pressent.

Autre preuve de cette sollicitude : Jean Lapeyrie a été isolé à Blois, alors qu'il ne l'était pas à Fleury Mérogis. Dans une lettre qu'il nous a fait parvenir Jean Lapeyrie demande d'accorder une attention toute spéciale à la prison de Blois, jusque là petite prison tranquille d'une centaine de détenus : « il s'y passe des choses troublantes (...), des travaux en cours dans toute la prison. Je me demande si l'on n'est pas en train d'aménager là une petite prison modèle avec quartiers destinés au traitement spécial de détenus genre militants du CAP ou autres « mauvais esprits ».

Vite on est pressé !

Qui ose dire qu'au mois d'août tout marche au ralenti ? Au palais de Justice de Toulouse on ne connaît pas les vacances. Eté comme hiver la société doit être protégée. C'est pourquoi M. Lagriffoul, vice-président du tribunal de grande instance reste fidèle au poste.

Il y a quelques jours, il a distribué pas moins de 50 années de prison en un temps express. L'audience avait commencé à 8 H 40, elle s'est achevée à 10 H 15. Cela a suffi à M. Lagriffoul pour distribuer entre autre, deux ans pour une tentative de vol d'un magnétophone à cassettes, et deux fois cinq ans pour vol de voiture.

Après quoi, M. Lagriffoul est allé faire sa partie de tennis habituelle. S'il joue aussi bien qu'il condamne il faut le sélectionner pour les jeux de Moscou.

CORSE : UN AN APRES ALERIA

De notre envoyé spécial Gabriel Pietri

Le 15 août l'Université d'Etat de Corti a pris fin après quinze jours de réunions itinérantes à travers toute l'île. Une semaine plus tard, l'APC (Association des Patriotes Corses) tiendra son premier congrès. Mis à part la série de plasticages, revendiqués par le Front National de Libération de la Corse (FLNC), un an après Aléria, quelques semaines après le procès de Edmond Siméoni et de Serge Cacciari, la Corse n'aura guère défrayé les chroniques politiques des journaux. En surface, tout au moins, car on assiste, cet été, à une profonde restructuration du mouvement autonomiste et nationaliste corse ; changements qui compteront vraisemblablement dans un avenir proche.

1 / LES VAUTOURS

Dans les jours qui avaient suivi les événements d'Aléria et ceux de Bastia, les chefs de clans UDR ou radicaux de gauche s'étaient empressés de clamer haut et fort leurs sentiments de corses. De nombreux élus locaux, au passé douteux, avaient cru se refaire une virginité politique en proposant leurs bons services aux autonomistes. Depuis, il y a eu les procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat.

La faute aux autonomistes

Le grand cheval de bataille des chefs de clans est cette année la baisse du nombre de touristes. Ne voulant pas attaquer un courant d'idée qui, le 2 avril a su rassembler à Bastia, 15 000 personnes, les Giacobbi, Rocca-Serra, Colonna et Cie ont choisi d'employer, toutes tendances politiques réunies, des arguments qui peuvent hélas faire mouche. Il est vrai qu'il y a, cet été, 20 % de touristes en moins. Tel hôtel de la région de Solenzara qui en août dernier affichait complet pour ses cinquante chambres ne trouve aujourd'hui que sept clients. « C'est la faute aux autonomistes » ont immédiatement répondu les diri-

geants de clans. La vérité est tout autre, et « Osteria corsa », le syndicat des hôteliers corses, l'a immédiatement fait savoir dans un communiqué. La conjoncture économique européenne et, notamment, la chute de la lire italienne rendent beaucoup moins onéreuses des vacances en deça des Alpes ou des Pyrénées. On trouve actuellement dans la région de Rome des pensions complètes pour 50F alors que la moyenne d'une nuit d'hôtel en Corse est de 120F. Mais qu'importe aux vautours UDR, RI ou radicaux de gauche : travestir la réalité convient mieux à leurs projets anti-autonomistes.

Les milices privées de Colonna

Et des paroles aux actes, il n'y a qu'un pas que Monsieur Colonna, maire radical de gauche de Calvi n'a pas hésité à franchir. Samedi 17 juillet, à la veille de l'assemblée générale des militants de l'APC à Cateraggiu, le FLN plastique une dizaine d'objectifs dont quelques gendarmeries. Quelques jours plus tard, dans le Provençal et Nice-Martin, paraît un article de Colonna expliquant en substance que face aux

actes des terroristes, il fallait créer des milices de citoyens. « Je suis maire d'une ville, Calvi, qui vit à 95 % du tourisme ». Est-il besoin de dire que notre radical de gauche fut chaudement félicité par ses collègues de la majorité. Pensez donc. Depuis près d'un an, le préfet, Riolacci, surnommé Riolkarky, se tue à payer des barbouzes et voilà qu'un honorable membre de l'opposition se propose d'accomplir au grand jour le même travail.

Il s'en suivit alors une vive bataille de communiqués, des conférences de presse de l'APC et du Comité anti-répression d'Ajaccio qui dénoncèrent la violence du pouvoir face aux revendications du peuple corse. Aux jours d'aujourd'hui, Monsieur Colonna semble avoir mis un frein à ses ardeurs guerrières mais son idée fera du chemin. Déjà, il y a un an, Jean-Paul de Rocca Serra envisageait d'en revenir « au droit coutumier pour lutter contre les autonomistes ». Et, il est vraisemblable que dans les sphères gouvernementales la proposition du sieur Colonna fera son chemin.

DEMAIN : LE TOURISTE MAR-
CHAIS



L'assaut des flics contre la cave d'Aléria

en lutte

Au milieu des luttes de l'été

● AMTEC : UN SIGNAL D'ALARME POUR LES TRAVAILLEURS LYONNAIS

- Les « milices privées » ont préparé le terrain à l'intervention des CRS
- La lutte placée sous le signe de la défense de l'emploi ou la défense de « la Machine-Outil Française » ?

La société Amtec-France dans ses usines de Chassieu et Villeurbanne ; près de Lyon, était la quatrième entreprise française de la machine-outil : spécialisée dans la fabrication des tours multi-broches et des alléseuses verticales. Rachetée par le groupe US Litton en 1970, dès 1973, il s'avérait que le maintien en activité des deux usines de Lyon n'entraînaient pas en ligne de compte, ni dans le plan de redéploiement du secteur de la machine outil du gouvernement français, ni dans la bataille de requins des multinationales pour une redistribution internationale du travail. Conclusion : mise en chômage partiel dès 1973 puis liquidation judiciaire d'Amtec le 29 mars dernier jetant sur le pavé 306 travailleurs.

La riposte ne se fit pas attendre, ces derniers occupant immédiatement les deux usines afin de « préserver l'outil de travail et trouver une solution industrielle garantissant l'emploi » et menant une série d'actions de popularisation. Malgré cette battivité importante et prometteuse, la lutte des grévistes d'Amtec allait vite être aiguillée sur une voie dangereuse par la section CGT très majoritaire dans l'entreprise et où les militants du PCF ont une influence décisive, mettant au premier plan le thème de « l'indépendance nationale » et de la défense chauvine de « la machine-outil française » et insuffisamment celui de la défense de l'emploi et des avantages acquis dans l'unité syndicale et par la coordination avec les autres entreprises en lutte sur le même problème dans la région lyonnaise (Cincinatti, Cordel, RPT).

Aucune solution industrielle n'apparaissant, le conflit allait s'enlisier peu à peu malgré un soutien constant du PCF seul et de la CGT (manifestation et pétition de solidarité du seul PCF) qui donnait inévitablement à cette lutte un caractère sectaire d'illustration de la ligne du PCF en matière d'indépendance nationale au lieu d'en faire un porte-drapeau vivant de lutte unitaire exemplaire des travailleurs en riposte aux licenciements patronaux.

Cette absence de riposte unitaire au niveau syndical (CGT, CFDT) et au niveau de l'ensemble du mouvement ouvrier au sein de l'entreprise comme au niveau de Villeurbanne est la faiblesse principale de ce conflit. C'est ce qu'ont compris patronat et pouvoir qui n'ont pas hésité à porter un coup bas très dur, mercredi matin contre les grévistes d'Amtec. C'est une milice « privée » de nervis armés de barres de fer qui a délogé « manu militari » le piquet d'occupation très clairsemé en cette période et a ouvert l'usine aux CRS,

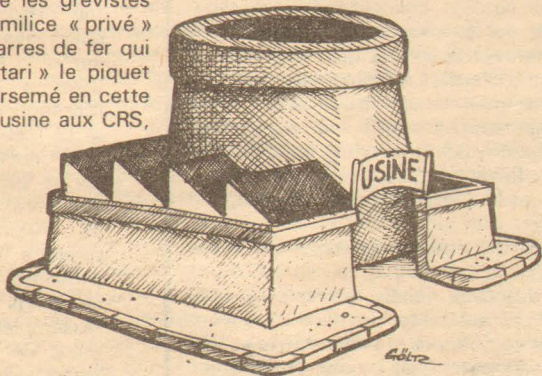
puis... une société de gardiennage parisienne s'est chargé de déménager les stocks. Dès mercredi après-midi, la CGT organisait une conférence de presse devant l'usine de Villeurbanne, mais il est à craindre que les propositions ne soient pas à la hauteur de l'agression et de la provocation patronale et gouvernementale (envoi de télégrammes au préfet, au CNPF ; question écrite à Ponie du député maire communiste M. Houel et meeting devant l'usine le lendemain.)

Ce meeting à l'initiative de la CGT seule et avec le soutien du seul PCF a regroupé quelque 500 personnes (surtout les militants syndicaux, les militants du PCF et quelques grévistes des usines occupées telle « obsession ». Les cellules communistes de Berliet-Vénissieux, Chimie-Saint-Fons etc. étaient là. La cellule « Michel Labroche » de Vaulx-en-Velin donnait le ton du rassemblement avec ses bandrolles réclamant le « départ des flics », la « dissolution des milices patronales », et ; « défense de la machine-outil française ».

Ce sont ces thèmes qui ont été repris dans les discours des responsables de l'USTM-CGT, de l'UL de Villeurbanne, de l'UD-CGT et du secrétaire du comité de ville du PCF de Villeurbanne qui, pour toute perspective rappela que « la machine-outil française serait sauvegardée avec le programme commun ».

Faut-il en conclure qu'il ne reste plus aux travailleurs d'Amtec qui doivent tenir prochainement une assemblée générale au Palais du Travail à Villeurbanne, qu'à attendre ?

Un test pour les autres luttes
Cette agression anti-ouvrière dans une usine où la CGT et le PCF ont une influence déterminante est un signal d'alarme pour les travailleurs lyonnais. Le pouvoir en a fait un test — à peu de frais, vue la démobilitation des vacances — portant un coup à la combativité et au moral des travailleurs en lutte contre le chômage, au premier chef



ceux qui occupent depuis de longs mois leur usine pour défendre l'emploi (Obsession, Cincinatti, Imprimo) et également menacés d'expulsion. C'est en mettant sur pied une riposte unitaire sans sectarisme aucun, en coordonnant résolument l'action des grévistes de ces entreprises avec le soutien actif de tout le mouvement ouvrier et des travailleurs lyonnais qu'il sera possible d'éviter un « nettoyage d'été » dont rêvent les patrons.

Correspondant.

● IDEAL - STANDARD : LES RADIATEURS QUI TIENNENT CHAUD AU COEUR

L'organisation d'une longue grève, qui dure depuis le 3 octobre 1975, n'est pas une mince affaire. Surtout quand les travailleurs sont constamment confrontés aux manœuvres du patronat, du gouvernement, de son appareil judiciaire, et, en dernier recours, policier. Et, dans ce domaine, les travailleurs d'Idéal Standard commencent à s'y connaître ! Sans s'embarrasser de l'avenir des 2 100 travailleurs de l'usine d'Aulnay sous bois (93) et Dammarie les lys (77), l'américain standard a fait cadeau des meilleurs morceaux d'Idéal-France à la société générale de fonderie et à De Dietrich, qui constitueront la SNIAS, société « nouvelle » Idéal standard. Cette SNIAS, qui n'a repris que trois usines sur six de l'ancien groupe Idéal (la 6^e, celle d'Argenteuil, étant même définitivement fermée), veut récupérer par tous les moyens les stocks de radiateurs et d'outillage, « trésor de guerre », détenu dans les deux usines à liquider d'Aulnay et de Dammarie, occupées toutes les deux depuis dix mois.

Nous avons rencontré dans leur local syndical les occupants de l'usine de Dammarie, ils nous ont particulièrement dépeint leur climat de lutte.

De la méfiance, vis à vis de l'extérieur

A l'usine Idéal Standard de Dammarie les lys, les travailleurs ont une moyenne d'ancienneté de 14 ans, une moyenne d'âge de 43 ans dont plus de la moitié a dépassé les 45 ans. Pour ces travailleurs, et surtout pour ceux d'entre eux qui avaient fait construire une maison, non encore finie d'être payée, l'abandon par l'Américain Standard de ses filiales françaises, c'est vraiment un coup dur, ceci à un âge où on est pas assez rentable pour être reclassé.

Dans ces conditions de démantèlement, on comprend que le premier réflexe soit celui de ne compter que sur ces propres forces et de craindre des manipulations extérieures.

Ce qui comptait d'abord, c'était d'approfondir la démocratie interne, l'auto organisation, le fait de « décider tous ensemble » par delà la hiérarchie, comme cela a pu être dit et réalisé. La prise d'un trésor de guerre, l'animation de commissions, se sont inspirés de Lip. D'un autre côté, un effort particulier a été fait pour mettre leurs familles dans le coup de l'occupation. Ainsi un camarade nous raconte : « quand on a des pots qui, par exemple, habitent au 9^e étage d'une cité et dont les gosses ont l'habitude d'être bouclés, la prise en charge collective d'une aire de jeu à l'intérieur de l'usine, ça peut représenter un petit bol d'air ». Du côté des femmes, les travailleuses ne sont pas très nombreuses, dans l'entreprise et encore moins à occuper. Avant elles étaient cantonnées dans les bureaux, et actuellement elles se trouvent moins présentes dans l'occupation que les femmes de grévistes. Ce phénomène de moindre participation des travailleuses se retrouve également chez les travailleurs maghrébins, par rapport à leurs camarades espagnols, italiens, polonais ou français.

Elargir le travail de popularisation, c'est une activité où a fon-

La victoire des IDEAL-STANDARD sera celle de tous les travailleurs

- Un emploi pour tous
- Maintien des avantages acquis
- Le gouvernement doit céder

NON AUX LICENCIEMENTS

tionné l'imagination collective : deux journées portes ouvertes ont été réalisées, avec des visites, des diapositives suivies de débats, des sketches avec le Théâtre du Levant, mais aussi différentes collectes, l'impression d'un journal de popularisation (les radias) par les grévistes de Caron Ozanne, un bal, un concours de pétanque, et un méchoui de grévistes furent aussi mis sur pied.

« La victoire des Idéal sera celle de tous les travailleurs »

Ce mot d'ordre, c'est la une du numéro sorti de leur journal « Les radias », il traduit leur volonté de ne pas rester isolés entre les quatre murs de l'usine. Ce souci s'exprime lors de leurs AG d'occupants, qui sont décisives, où les grévistes travaillent à étendre leur lutte dans la démocratie et l'unité. C'est ainsi qu'en avril dernier, ils offrirent la cour de la boîte comme lieu de réparations gratuites de voitures aux grévistes d'un garage des environs (ceci alors que la section d'Idéal est CGT, celle du garage étant CFDT, cf Rouge n° 24). Toujours à la même époque, les lycéens en lutte terminèrent une de leurs manifs à l'intérieur de l'entreprise, et d'autre part des contacts furent noués avec la plus longue lutte de France, Griffet.

Aujourd'hui, après des rencontres avec les Lips et quelques réflexions sur la coordination des luttes à laquelle ils participent, la solidarité ouvrière prend toujours des formes concrètes ; avec les grévistes voisins de Porta-en-grais, ils sont en train de fabriquer une banderole commune pour décorer les abords. Décidément, à l'ombre de leur stock de radiateurs, d'une valeur totale d'un million et demi de nouveaux francs, les travailleurs d'Idéal Standard ne chôment pas. Cependant « avec le mois d'août, c'est quand même plus relax ».

Les commissions finances, popularisation, cantine, sécurité, loisirs, sont plus « cool », le calendrier des équipes changeant toutes les six heures, s'est transformé en un roulement spontané, tout anniversaire à souhaiter est l'occasion de réjouissances généralisées. Et pour ce qui est des fêtes les grévistes de Dammarie n'en craignent pas trop les lendemains douloureux : « ils ont même un médecin qui fait des permanences à l'intérieur de l'usine. « Idéal, même au mois d'août, c'est assez chouette ! »

N. Descampes

● La CFDT de Dijon avait intenté un procès à la SNCF après les sanctions qu'avait prise cette dernière contre un délégué CFDT : 1/24^e, puis 2/12^e, et 4/12^e de retenues sur la prime de fin d'années. Motif : « refus de procéder à une enquête et d'instruire des demandes d'application suite à des incidents techniques survenus au cours des manœuvres d'enrayage auprès des agents responsables ». Le conseil des prudhommes a décidé :

— suppression des blâmes du dossier des délégués.

— Condamnation de la SNCF à rembourser la somme représentant la sanction pécuniaire.

Dans un tract diffusé fin juillet, la CFDT de Dijon déclare : « Ce jugement favorable est le troisième dans des conflits opposant la SNCF et adhérents ou militant CFDT. Le tribunal des prudhommes avait déjà condamné la SNCF en estimant qu'elle n'avait pas le droit de déplacer des repos périodiques programmés, et, tout récemment, exigé une contre-expertise médicale après une réformation d'office prononcée contre un employé de la région... » et le tract continue « ... Il est nécessaire de mettre la justice bourgeoise et les patrons devant leurs propres contradictions, lorsque les employeurs, la SNCF en particulier, ne respectent même pas leur propre loi... Mais pour la CFDT, l'action juridique n'est qu'une des formes d'action à la disposition de la classe ouvrière et sans doute la plus délicate à utiliser. Elle n'a d'intérêt et c'est le cas dans les affaires précitées, que si elle peut faire jurisprudence : c'est à dire ouvrir une brèche dans la réglementation du travail à la SNCF. Auquel cas, l'action juridique retrouve bien son caractère d'action collective, d'action syndicale... ».

Correspondant Dôle

SNCF : Après les grèves de la semaine passée, les directions CGT et CFDT n'ont pu se mettre d'accord sur la date et la forme de la prochaine action. La CGT prévoit donc de lancer un préavis de grève nationale des conducteurs pour le 20 août contre la création du T5.

Correspondant

● Les producteurs de pêches à bout de patience. « Halte aux importations, dernier avertissement », tel est le texte des pancartes qu'on pouvait lire à l'occasion des barrages de routes organisés par les producteurs de pêches au sud de Valence, sur l'autoroute A7 et sur la route RN 86 en Ardèche. Des pneus enflammés, des clous, et des cageots de pêches avaient été jetés dimanche à deux heures du matin, immobilisant de nombreuses voitures. Il faut rappeler que les arboriculteurs avaient longtemps hésité avant de passer à ce type d'action, craignant à juste titre de se mettre à dos les autres travailleurs. Cependant, la coupe était pleine : près d'une vingtaine d'arboriculteurs inculpés, des prix en baisse constante, un revenu qui se dégrade depuis trois ans. On comprend que devant tant de mépris, les arboriculteurs perdent patience.



LES PIEDS DANS L'EAU

Vos vacances nous intéressent. Chroniques, anecdotes, solutions pas chères et recettes savoureuses sont accueillies dans nos colonnes. Plein feu sur la vie quotidienne estivale !

● La Baule, grande station balnéaire, l'équivalent de Trouville sur l'Atlantique. Ici, tout est organisé pour les vacances. La ville bouillonne deux mois de l'année, les magasins ouvrent...

La Baule dont le maire est Olivier Guichard, un nom, une politique qui a ravagé la presqu'île Guérandaise.

De cette presqu'île beaucoup ne connaît que La Baule, mais c'est aussi La Brière, les marais salants, la côte rocheuse et ses ports de pêche, La Turballe, Le Croisic, Batz. Des ports de La Turballe ou du Croisic, les pêcheurs partent aux maquereaux, sardines ou crabes. Près de la côte, les marais.

Deux activités qui, il y a quelques années, nourrissaient la région. Aujourd'hui la pêche est réduite au port de La Turballe. L'an dernier la conserverie a fermé ses portes et les pêcheurs jetaient leurs sardines dans les rues de La Baule : on les leur achetait à un prix qui ne remboursait pas leur voyage.

Les marais, eux aussi, disparaissent. Tous les ans le nombre de ceux qui ne sont plus entre eux, augmente. Le sel récolté est délaissé au profit de celui du midi qui est vendu moins cher.

Le projet de Guichard

Le projet UDR, pour sauver la région, c'était d'en faire une presqu'île pour touristes. Et

Presqu'île de la Baule

QUAND LE TOURISME SAUVE UNE REGION

pour cela construire des ports de plaisance et les relier par une Rocade. Les conséquences : la Rocade passe par les marais et met fin à leur activité. Voilà donc pour le dépeuplement...

Et pour finir, le résultat attendu est obtenu : c'est le règne de l'urbanisme incontrôlé, les permis de construire sont accordés à ceux qui ont de l'argent. En deux ans, ce littoral qu'on nomme « la côte sauvage » a vu pousser partout dans tous les sens, de toutes les tailles, les maisons avec leur inévitable clôture et leur « propriété privée-défense d'entrer ». La presqu'île à vendre a été efficacement vendue aux spéculateurs et aux constructeurs.

Un combat trop faible

Face à ces projets, il y a quelques années, un comité de la défense de la presqu'île est né. Sa lutte a porté contre la Rocade, mais aujourd'hui son activité est en sommeil.

Et nulle part en se promenant dans cette région, on ne voit d'affiches des partis de gauche dénonçant cet état de fait. Une lutte hélas délaissée, on en voit maintenant les conséquences. L'extrême-gauche, elle, est trop faible, presque inexistante.

Bref une région que nous aimions bien. Aujourd'hui nous regardons le gâchis.

Correspondant La Turballe

Recettes

LE PAIN DE VIANDE

Bon, les vacances. On n'a pas forcément envie de faire la bouffe à tous les repas. On n'a pas forcément non plus une cuisine sous la main tous les jours. On n'a pas forcément envie non plus de manger de la viande chaude.

Alors voilà une recette simple, le pain de viande, ça se conserve plusieurs jours, c'est bon froid, et ça peut très bien se trimballer à la plage ou au camping. Une condition : avoir un four.

Il faut du beefsteak haché : pour 1 kg de viande, il faudra environ une baguette de pain frais ou rassi. On peut forcer sur le pain pour faire des économies. Il faut 5 œufs, de l'huile et des herbes diverses.

Faire durcir trois œufs (on peut s'en passer mais c'est mieux avec) et les éplucher.

Faire tremper le pain pendant dix minutes, puis bien égoutter pour qu'il ne reste pas d'eau.

Mélanger ensemble : la viande, le pain, 2 œufs entiers crus, 2 cuillères à soupe d'huile, un gros oignon haché, du sel, du poivre - abondamment - et des herbes (thym, romarin, sauge, un peu de marjolaine).

Bien touiller et malaxer à la main pour obtenir un mélange homogène.

Dans un plat à four long, huilé, mettre en couche épaisse et allongée environ un tiers du mélange. Poser, dans le sens de la longueur les œufs durs.

Recouvrir du mélange restant et faire bien adhérer le tout en lui donnant la forme d'un pain de campagne allongé. Recouvrir de quelques feuilles de laurier.

Cuire à four moyen 1/2 heure à 3/4 d'heure. Quand il est cuit à point, il est bien doré et rien ne coule quand on enfonce un couteau.

Cuit, on le coupe en tranches lorsqu'il est froid.

les temps modernes

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES

● Un dimanche. Terminus, lorsque l'on vient de Concorde la station Pte de Vanves n'est ni plus ni moins triste qu'une autre station de la ligne. Alors que le métro disparaît et que je m'avance vers la sortie, le quai opposé est investi par les archers du Prince. La largeur de la station me sépare d'eux, hors du coup, spectateur... Chemises bleues, matraques noires au côté, à pas lents les flics remontent le quai, dévisageant les gens qui s'y trouvent. Silence. Ils s'arrêtent à la hauteur des voitures de tête sans avoir demandé de papiers à personne. Sur le quai, peu de monde, deux ou trois suspects, un homme visiblement nord-africain, deux jeunes avec sac à dos, et des gens « bien » : un jeune avec une raquette de tennis sous le bras, un couple papa-maman-bébé-ballon, un monsieur cravate sombre costume foncé.

Apparaissent alors deux autres flics, les méchants ! Fins limiers, ils demandent les papiers des deux jeunes et du nord-africain. Les jeunes sont en règle, mais l'étranger-résident-en-France, n'a pas les papiers qu'on lui réclame. Signe d'un des pandores à ses collègues et le cirque continue ! Deux flics se détachent du groupe qui surveillait le quai en tête qui viennent, en petite foulée (sans rire) entourer le super-suspect. Ce dernier se lève, bredouille, ils l'entraînent... Ecœuré, je gravis les escaliers qui mènent à la sortie, vian ! Je me heurte aux chemises bleues, une vraie souricière cette station ! C'est laconique : « Papiers ! » Je m'exécute en silence.

Encadré par deux sbires, « l'étranger » passe la tête basse, serrant dans une main son inutile carte orange. Je voudrais dire ou faire quelque chose, je ne sais trop quoi, lui sourire, lui adresser un clin d'œil complice... la colère, la honte... Ils me rendent ma carte d'identité, né dans le XIII^e, même avec les cheveux longs, ça passe... Pas besoin de quittance de loyer ou de fiche de paie !

Voilà, camarades, c'est un dimanche comme les autres.

Daniel

● Aujourd'hui à Tourtour (Var) le groupe d'information du Haut Var organise une soirée chansons avec Beltrame centrée autour de l'antimilitarisme. C'est à 21 heures chez Lei Messuge (sur la place).

● La construction d'une centrale nucléaire étant projetée sur la pointe de Berg An Fry (Finistère), le conseil municipal de Guimaec appelle les paysans, les travailleurs et les estivants des plages et des campings environnants à un rassemblement au Prajou (commune de Guimaec). De là, une marche de protestation partira à 16 H 30 en direction de la pointe de Beg An Fry.

● Les 16, 17 et 18 août au pont de Monvert (Lozère) on pourra danser, discuter... et lutter. Le thème de ces trois jours : « Pou# ou contre le tourisme ». Les débats se feront avec les autorités locales et les Cahiers Occitanie Rouge.

Lundi soir, on entendra le groupe « Cardabella », mardi : Toquebiol et mercredi : Patric.

QUE CHOISIR

● c'est le mensuel de l'Union Fédérale des consommateurs. Il est vendu à 250 000 exemplaires. Il récuse « toute attache institutionnelle, financière ou idéologique » mais connaît visiblement, une forte influence du PS et regarde d'un oeil très favorable la CFDT (FO a son propre organisme : FO-consommateur, la CGT prépare la même chose). Jean Ciret, son directeur - qui nous a longuement reçu - définit ainsi sa revue : « Que choisir ? a la particularité, mais aussi l'ambiguïté d'éveiller et de mobiliser des gens d'horizons politiques différents - y compris de la majorité - sur des problèmes touchant non seulement le produit, mais ce que ce produit a entraîné comme nuisances » c'est à dire autant lors de la production que de la consommation. « - Permettre l'expression du point de vue des consommateurs et usagers

- Donner une information techniquement et scientifiquement irréprochable », en refusant de se spécialiser sur des domaines particuliers.

Des succès ? Quelques uns : quelques stations d'épuration ont été construites à la suite de la première enquête sur les plages en 70 ; interdiction de 9 colorants ; révision des normes des casques moto. La campagne en cours : les polystyrènes, mais elle se heurte à de sérieux intérêts.

Si l'UFC cherche à développer ses contacts avec les producteurs (les premières victimes des produits lors de la fabrication), sa marche au « consensus scientifique » majoritairement lui interdit bien évidemment de dévoiler la nature sociale de la production et donc sa critique « radicale ».

Les hommes malades du mouvement des femmes

Les hommes ne sont pas seulement malades du mouvement des femmes. Ils le sont aussi de l'exploitation et de l'oppression qui les taraudent jusque dans leurs relations les plus intimes : amours et affections. La camaraderie, même ce rapport de confiance qui se lie entre nous, engagés dans le même combat, n'en sort pas intacte. Il n'y a pas de domaine réservé, pas de zone transparente.

Si la lettre de Michel Lequenne, « S'aimer est-il réactionnaire ? » (voir Rouge du 29 juillet), nous a valu un important courrier, c'est sans doute qu'elle interpelle chacun de nous dans ses arrangements quotidiens. Encore faut-il voir si la manière dont elle pose le débat, est bonne. Nous publierons dans les jours qui viennent quelques contributions de lecteurs, avant de redonner la parole à M. Lequenne. Sinon pour conclure, du moins pour préciser son point de vue.

J.F. V

Une solidarité qui ressemble à de la tendresse

Comment peut-on isoler de l'ensemble idéologique bourgeois la question des relations entre individus, sujets pensants, les réduisant dans les faits, les situant dans un cadre en dehors de l'histoire, en dehors des luttes de classes.

L'idée du « sentiment humain » est a-temporelle, a-historique, naturaliste, elle fait partie de l'arsenal idéologique bourgeois, quelle que soit la sauce philosophique qui l'entoure (...). Reste le problème des relations entre individus, quelqu'en soit le sexe. Reste le fonctionnement de « l'affectif », du désir, et le type de rôle qu'ils occupent dans la société de classes. Affectivité, désir, relations diverses sont déterminées en dernière instance par le type de rapports sociaux dominants à un moment historiquement délimité. Le cadre général de la société capitaliste et le fonctionnement de ses différents relais institutionnels et/ou idéologiques conduisent à la réification de toute production humaine. Les relations sont aussi une production. L'affectivité des sujets de la société de classe joue comme appropriation d'un phénomène relationnel (ma femme, mon fils...) d'une part, et d'autre part comme la compensation concédée par la société à la misère quotidienne.

Les pratiques sexuelles multipliées à l'infini « libérées de sentiment humain » ne pouvant déboucher que sur un comportement de type violeur ne sont à

mon sens qu'une fausse sortie. Mettre d'un côté la relation exclusive amoureuse et d'un autre côté son négatif, l'éclatement -multiplication du fonctionnement de la mécanique génitale ne peut que nous entraîner dans des impasses.

Pour nous, révolutionnaires, l'élément qui doit nous conduire à d'autres relations humaines, y compris sexuelles, c'est le lien avec la réalité sociale, la place de ces relations dans le combat collectif.

Les liens affectifs qui se tissent entre sujets sont une compensation à la merde sociale que nous vivons, mais aussi une ébauche d'autres relations qui nous font entrevoir le socialisme pour lequel nous luttons. Dans ce cadre la lutte des femmes contre leur oppression gommait l'appropriation des individus justifiée par « l'amour exclusif ». Egalement les relations homosexuelles ne seront plus l'envers caricatural de la norme hétéro.

Aujourd'hui, « aimer les autres » est un slogan aussi désuet que celui qui accompagne la sortie d'une nouvelle lessive. Est-il fou de penser que ce qu'on exprime aujourd'hui par « solidarité ouvrière » (souvent d'ailleurs lorsqu'il s'agit d'une « camaraderie » très phallo) sera un jour très proche de ce que l'on nomme tendresse ?

Michel Bernier

● Le 4 août à Aix en Provence. Le cours Mirabeau : une rue de banques et de cafés. Sur un banc une dizaines de freaks jouent de la flûte et de la guitare.

Un flic arrive, 30 secondes après un second. En cinq minutes, ils sont dix qui encerclent les joueurs de musique. Puis le panier à salade : vérification d'identité, on nettoie le Cours Mirabeau.

Voyant cela, Raymond Marongik s'est interposé et il s'est fait embarquer idem.

Au commissariat, ce sera la vérification d'identité et aussi « vous connaissez untel ? », pendant plus d'une heure. On relâchera les autres, mais l'inspecteur fera venir Raymond 2 fois les menottes aux poings, on ne le laisse pas manger, ou appeler un avocat.

Et voilà, Raymond Marongin est maintenant inculpé « d'outrage à agent dans l'exercice de ses fonctions », il risque 15 jours à 3 mois de prison, et 500 à 3000 francs d'amende...

Du 17 au 24 août, festival de Châteauevallon

DES MUSICIENS DELIBEREMENT « AVANT - GARDISTES »

Toulon, une ville dont la municipalité est bien connue pour son racisme (cf Rouge N° 114 du 31 juillet), mais, comme Nice, la ville du tristement célèbre Jacques Médecin, Toulon « accueille » aussi des musiciens — pour beaucoup — noirs-américains et qui ne sont pas, loin s'en faut, des intégristes s'activant à mimer l'homme blanc, à se « blanchir », mais au contraire qui affirment bien haut et qui assument musicalement leur négritude et toutes ses composantes sociales, économiques, politiques, idéologiques.

Châteauevallon, c'est un « lieu-dit » près de Toulon, centre de rencontres de la ville, à quelques kilomètres de là, dans les hauteurs qui surplombent l'agglomération. C'est un amphithéâtre antique, qui pendant huit jours, va devenir la scène d'un des grands moments musicaux de l'année.

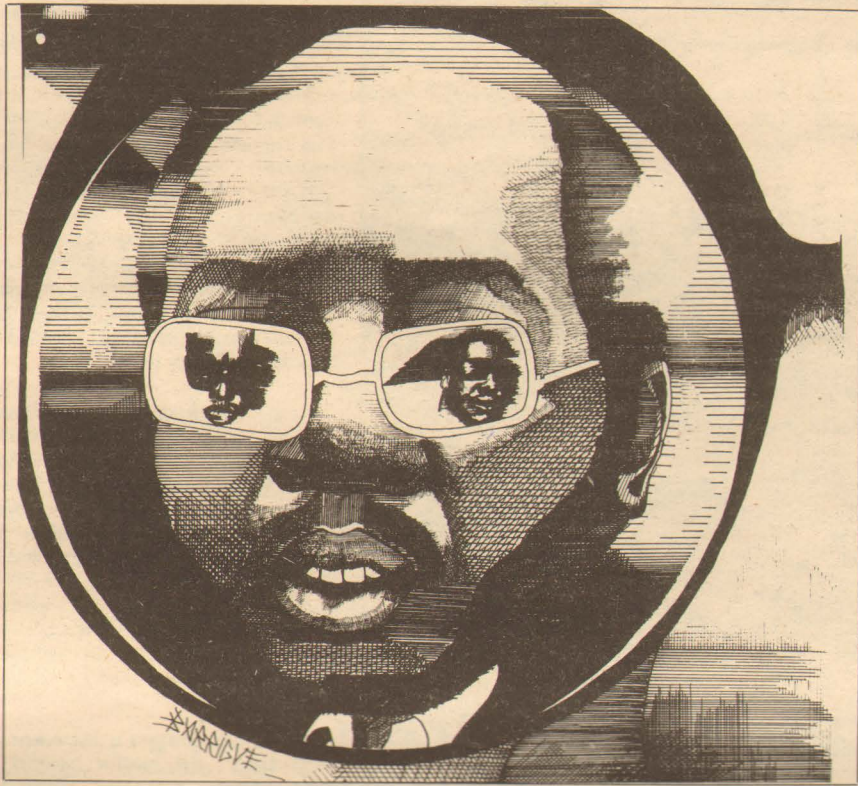
Matériellement, les problèmes ne se posent pas : le cadre se prête parfaitement à une telle manifestation, et la sonne est l'affaire de spécialistes (rappelons que les concerts sont organisés par Radio-France). Quant à l'affiche, elle est cette fois encore de qualité. Pour preuve, il n'est que de citer entre autres : Charles Mingus, Anthony Braxton, Lee Konitz, Martial Solal, le Globe Unity Orchestra, l'Art Ensemble of Chicago, Steve Lacy, Michel Portal et Sun Ra. Le jazz fera place également, de temps en temps à d'autres musiques traditionnelles, d'Égypte et d'Inde notamment.

Enfin, des ateliers sont organisés, destinés aux musiciens amateurs comme aux profanes, où théorie et pratique, musicaux sont programmées, dans une dizaine d'ateliers, du 18 au 23 août.

Contrairement à un certain nombre d'autres festivals, celui de Châteauevallon, présente des musiciens délibérément « avant-gardistes ». C'est cela qui constitue le principal intérêt de cette manifestation.

C'est Charles Mingus qui donnera le coup d'envoi, assurant ainsi une sorte de transition pour nous faire passer, dès le lendemain, à une musique totalement actuelle avec, notamment, Anthony Braxton.

Il y a déjà quatre ou cinq ans, certains voyaient en Braxton une des figures prépondérantes du jazz de demain. Confirmation est faite aujourd'hui. Travailler



inlassable, ses recherches, sa création sont impressionnantes, et sa discographie déjà très importante (cf Jazz-Hot N° 329) est là pour le montrer. Braxton c'est la musique qui ouvre de nouveaux horizons, innombrables. On en reparlera ici-même dans quelques jours.

Autre temps fort de ce festival, avec la prestation du Globe Unity Orchestra. Il s'agit d'un big band free-jazz européen, définition dont les trois termes, réunis, frôlent le paradoxe, ou tout au moins, marquent une certaine originalité. C'est en effet, le seul big band véritablement free, et qui plus est, européen. A quand l'Internationale des jazzmen ? Hollandais, Allemands, Anglais y participent et parfois, pour la circonstance, des Belges et des Suisses. Et le résultat est de taille !

Coincidence, ou souci d'équilibre de la part des organisateurs, l'Art Ensemble of Chicago rappellera sur la scène, deux jours plus tard, l'origine de cette musique que nous sommes conve-

nus d'appeler jazz. A voir. A entendre aussi, avec un plaisir toujours renouvelé. Faut-il ajouter que l'Art Ensemble nous donne à entendre une musique fortement marquée par l'Afrique, mais qui ne contourne pas pour autant tout ce qui constitue les stigmates d'un peuple (et de sa musique) américanisé. L'esprit de Soweto sera dans les parages.

Enfin, Sun Ra et ses 25 musiciens feront encore l'événement... et clôtureront ce festival, durant lequel on aura l'occasion d'entendre aussi des musiciens français dont la valeur n'a d'égale que l'obscurité dans laquelle « on » les maintient, mais dont nous, nous reparlerons.

Précisons que le prix des places n'est pas trop élevé eu égard à la qualité de cette manifestation : les huit concerts pour 150 F (tarif abonnement) ou chaque concert pour 25 F. Espérons que Châteauevallon ne tournera pas court comme le festival d'Arles.

E. Oswald

A voir ou à revoir

Au festival du cinéma de La Clef à Paris : on passe aujourd'hui **Richesse des autres** de Maurice Bulbulian (rencontres entre mineurs chiliens et québécois)

Dans les salles parisiennes :

Belle de jour (L.Bunuel) ; **(le) Bon, la brute et le truand** (S.Leone) ; **Cadavres exquis** (F.Rosi) ; **Comment Yukong déplaça les montagnes** (J.Ivens) ; **Cria cuervos** (Carlos Saura) ; **Nous nous sommes tant aimés** (Ettore Scola) ; **2001 : l'odyssée de l'espace** (Stanley Kubrick) . Il était une fois... **la révolution** (S.Leone) ; **Orange mécanique** (S.Kubrick) ; **la Spirale** (A.Matte-lart) ; **Vol au-dessus d'un nid de coucou** (Milos Forman) ; **On achève bien les chevaux** (Sydney Pollack) ; **Répulsion** (Roman Polanski).

télévision

TF 1

12.30 **Madame êtes-vous libre ?** (Feuilleton)
13.00 **Journal**
13.35 **John l'intrépide** (série britannique)
14.05 **La brigade des maléfices** (Feuilleton)
18.20 **Pour les jeunes**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Une minute pour les femmes**
20.00 **Journal**
20.30 **Quai des orfèvres (1947)**
Un bon film de Clouzot qui obtint le grand prix international de la mise en scène au festival de Venise.
22.15 **Meeting international d'Athlétisme**
23.15 **Journal**

A 2

15.00 **Flash d'informations**
15.05 **Aujourd'hui madame**
15.35 **Annie agent très spécial** (série américaine)
16.45 **La mer et les hommes** (documentaire)
Les rubans bleus
17.15 **Les douzes légionnaires** (feuilleton)
17.45 **Vacances animées**
18.15 **Ce jour-là j'en témoigne**
20 février 1942
18.40 **Le palmarès des enfants**
18.55 **Des chiffres et des lettres**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Bonjour Paris** (feuilleton)
20.00 **Journal**
20.30 **La Fayette** (1961)

FR 3

19.05 **Etranger d'où viens-tu ?** (feuilleton)
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Les Osmonds brothers** (dessin animé)
19.55 **Flash journal**
20.00 **Les jeux de vingt heures**
20.30 **Prestige du cinéma**
Napoléon (1954)
23.35 **Journal**

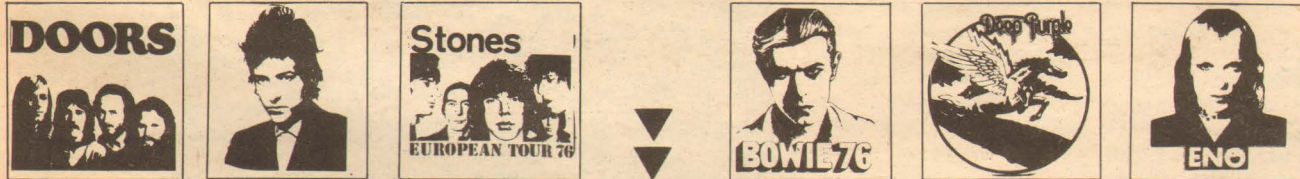
LA SOUSCRIPTION CONTINUE

ancien total 371608,75

G. et I. Creil 2000,00
J.C.B. Nancy 500,00
CR Panthéon 110,00
Diffuseurs Toulon 70,00
Diffuseurs Auxerre 100,00
Diffuseurs Dijon 140,00

NOUVEAU TOTAL 374528,75

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chenot et à envoyer à l'adresse du journal.
CCP Paris 4 501 42 R



Mardi 17 août : Charles Mingus Quintet, *Isinpingo* (Keith Tippett, Malcolm Griffith, Harry Beckett, etc...)
Mercredi 18 : Anthony Braxton Quarter, Lee Konitz-Martial Solal Quartet, Joe Mc Phee-John Snyder
Judi 19 : Ensemble Musique vivante (dir.Diego Masson), New Phonic Art (Michel Portal, Carlos Roque Alsina, Vincent Globokar, Jean-Pierre Drouet)
Vendredi 20 : Globe Unity Orchestra, Daniel Humair Réunion
Samedi 21 : Musique traditionnelle : Égypte, Inde, les Musiciens du Nil, Narendra Bataju
Dimanche 22 : Quartet Ugo Heredia, Art Ensemble of Chicago
Lundi 23 : Steve Lacy Quintet, Michel Portal Unit, Henri Texier, J-Louis Chautemps, Alain Brunet, Manuel Villaroël
Mardi 24 : Sun Ra Intergalactic Arkestra

Les ateliers :

1) Pratique collective de la musique libre (Steve Lacy)
2) Pratique des percussions (Daniel Humair - Bernard Lubat)

PROGRAMME

- 3) Pratique des instruments à cordes (Barre Philips - Henri Texier)
- 4) Pratique des saxophones (Jean-Louis Chautemps)
- 5) Pratique des instruments à clavier employés dans le jazz (Manuel Villaroël)
- 6) Analyse musicale autour de l'œuvre de Miles Davis (Alain Brunet)
- 7) L'image et le son - Rapport entre la création sonore et le mouvement ou l'image fixe ou mobile (Martial Murray)
- 8) Rythmique et percussions - Création rythmique en jazz et musique contemporaine et ses implications pédagogiques (Guy Tudy - Leduff)
- 9) La musique et l'image - Rapport entre la création sonore et la création graphique (Claude Cornette)
- 10) Création sonore - Réalisation d'une œuvre « ouverte » à laquelle participeront les ateliers et plusieurs musiciens du festival (Henri Jarié)

Renseignements : Centre de Rencontres de Châteauevallon, 83 190 Ollioules. Tél. (94) 24 11 76



BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE		
VILLE		
		CODE POSTAL

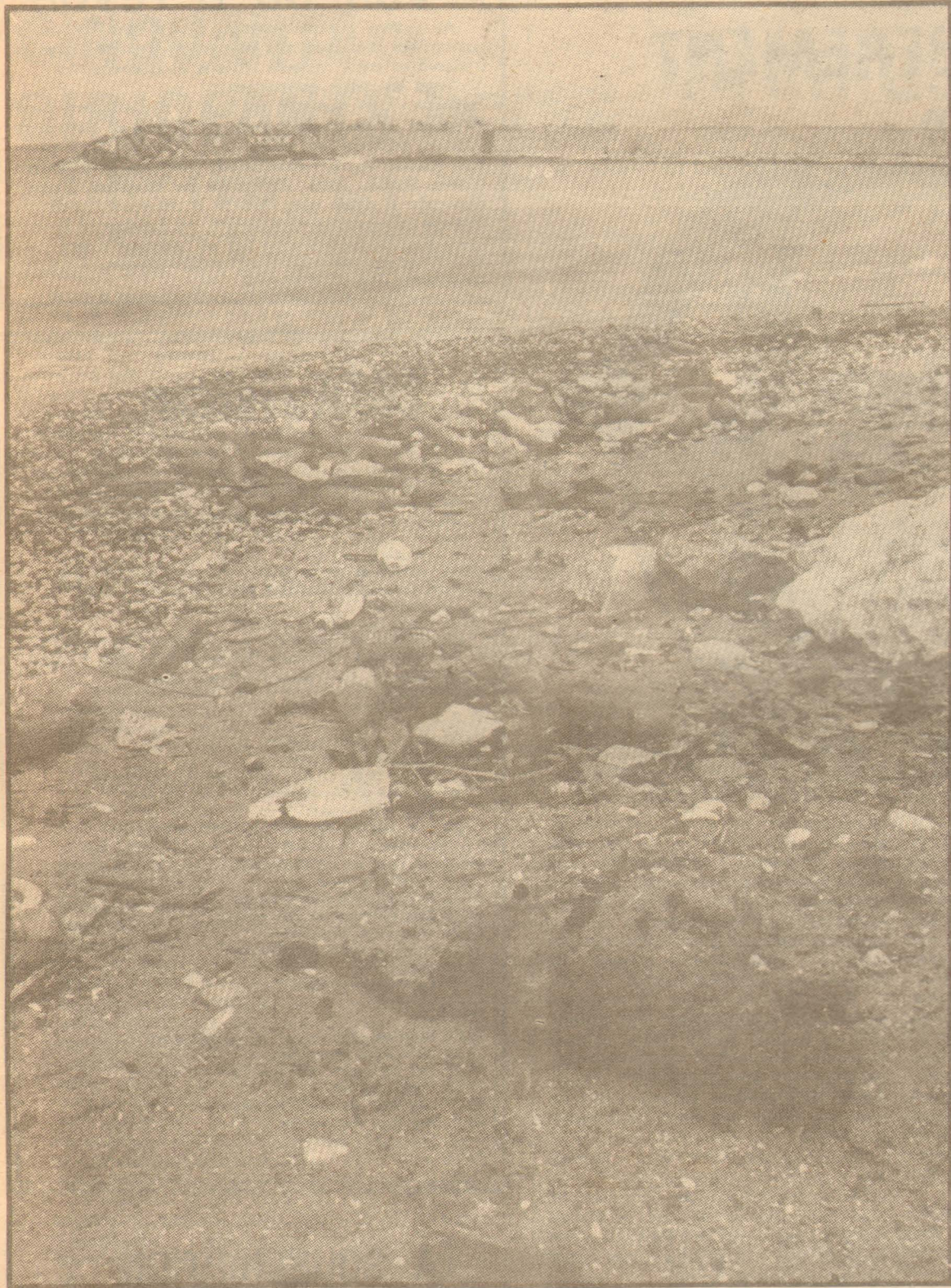
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)

	FRANCE	COLLECTIVITES	ETRANGER
3 MOIS	80 F	100 F	130 F
6 MOIS	150 F	200 F	250 F
1 AN	300 F		500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	Du..... au.....	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS		20 F	33 F
1 MOIS		40 F	65 F
2 MOIS		60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)
N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.



déloyale que se livreraient les stations du littoral». Vous avez dit « du fric » ?

Le pavé dans la mare, c'est le revue *Que Choisir* ? qui l'a relancé avec son article (N° 109) « le secret des plages ». Alors tout le monde s'est mis à en reparler.

Même Chirac qui se serait « enflammé » selon *Paris-Match* : Figurez-vous que l'Etat « va racheter des dizaines de terrains nécessaires à l'ouverture de sentiers de douaniers » : tous les 2 ou 5 km entre les villas de ces messieurs-dames, vous pourriez apercevoir la mer. Maintenant que tout est défiguré, le gouvernement « se sent obligé de réhabiliter » le littoral.

La publication de l'enquête de *Que Choisir* ne fait que confirmer tout ce qui a été publié (y compris par *Rouge* à propos du Languedoc-Roussillon. Cependant, les pouvoirs publics (les Maires comme le Ministère de la Santé) s'efforcent de démentir : les laboratoires ne seraient pas compétents ; pourtant ce sont ceux-là même qui font les analyses « officielles ».

Les « sondages » auraient été effectués en pleine saison (au plus fort de la « pollution touristique »), qu'ils disent, alors qu'ils ont été faits avant les vacances et dans des conditions climatiques exceptionnelles (eau froide et vent) qui limitent la vie des bactéries. La pollution — en particulier du littoral — c'est une affaire de société. Ce n'est que le revers de l'anarchie de la production, c'est la « barbarie quotidienne ». C'est contre elle que les pêcheurs aujourd'hui se mobilisent : en effet, ils accusent l'organisation industrielle et sociale de les contraindre à « épuiser le milieu ». L'écologie n'est plus affaire « d'intellectuels » elle devient phénomène de masse quand les professionnels s'en mêlent et dénoncent ce « tourisme sauvage », celui de promoteurs et d'industriels pollueurs.

A Sullivan



Attention baignade dangereuse

Pour vous donner des frissons... à partir de l'hebdo *Sud* on a classé les plages du Languedoc-Roussillon en trois catégories : celles où il n'y a pas ou que peu de pollution ; celles où la pollution serait tolérable et les autres... De manière générale, les points les plus dangereux sont les embouchures des rivières.

Peu ou pas de pollution : L'Espiguette-Port Camargue-La Grande Motte-Carnon-Maguelone-Vic La Gardiole-Frontignan-Sète-Marseillan-Vias-Canet (la plus polluée en 72)-Argelès-Collioure-Port Vendre-Bagnouls.

Pollution « tolérable » : Grau du Roi-Agde-La Redoute-Vendres-Le Barcarès-St Cyprien.

À éviter : Palavas les Flots-Les Aresquiers-Valras-Les Stes-Maries-têt, et toutes les « embouchures ».

Comme vous l'avez remarqué, on vous promène du Rhône à l'Espagne.

BACTERIE-SUR-PLAGE

On vous l'avait dit en juillet : y a des coins où il vaut mieux ne pas se tremper. Il y a d'abord ce qu'on écarte du pied : les bouteilles en plastique, les bouts de polystyrène blanc, ou même ces petits mouchérons, morts, qui flottent ; mais il n'y a pas que toi dans la flotte, les bactéries aussi se mettent en vacances et en colonies en plus...

La mer était chaude... un bouillon de culture. Si tu as échappé aux « vives », tu as forcément fait un 100m papillon avec les « *Escherichia Coli* » et les « *Streptocoques fécaux* », et c'est pas sûr que tu aies eu la médaille d'or parce qu'ils sont beaucoup plus nombreux : l'O.M.S. (organisation mondiale de la santé) tolère 10 000 coli par litre pour les autochtones et 5 000 pour les estivants.

Et maintenant, en ouvrant *Paris-Match* ou même *Le Figaro*, tu commences à sentir des

démangeaisons. Ceux qui pensent qu'on ne sort les dossiers de la pollution qu'en fin de saison, quand les « marchands de soleil » n'ont plus rien à perdre (20% de touristes en moins dans certains coins quand même), quand il est trop tard pour lâcher son 2 pièces à 5 000 Frs le mois... ne sont que des rabats-joie.

La plage de La Rochelle est fermée car « les autorités sanitaires ont signalé qu'il y avait danger à se baigner ». Le Maire de La Rochelle c'est le radical de gauche Crépeau que l'union de la même gauche trimbale partout comme champion es-qualité de la vie (ce serait plus difficile de montrer Defferre) ; il ne pouvait pas faire moins ; et en profite pour cartonner les pouvoirs publics. Avec l'U.G. les bacilles n'auront qu'à bien se tenir, comme à Marseille (le Prado est la plage la plus polluée). Les informations qu'a eues Crépeau, tous les Maires maritimes les ont

chaque semaine, communiquées par le CERBOM (recherche de biologie et d'océanographie médicale), organisme gouvernemental ainsi que par d'autres instituts. Weil, la Ministre de la Santé prétend que « la salubrité des plages est sévèrement contrôlée », mais vous comprenez on ne peut pas tout vous dire, surtout quand il y a le fric des promoteurs-hôteliers en jeu : « les milliers de chiffres recueillis ne peuvent avoir de signification que pour les spécialistes ». Nous on est bon qu'à se gratter et à chercher un toubib, la seule chose qu'on peut comprendre ce sont les ordres des CRS sur les plages. De toutes façons, les « spécialistes » ne doivent pas se baigner dans ces eaux-là.

Au fait, vous ne savez pas pourquoi on se refuse à publier les chiffres ? Tout simplement parce qu'au Ministère « on ne veut pas que ces analyses servent d'armes à une guerre

LA POLLUTION AU QUOTIDIEN

● La foire aux bactéries

Les 2/3 des villes françaises ne sont pas équipées de stations d'épuration. Celles qui le sont utilisent les modèles d'avant-guerre à décantation ou les « boues » se déposent et sont utilisées pour l'horticulture. Il n'y a aucune destruction des bactéries, 15 % des eaux de Provence sont traitées et 15 % de celles de Bretagne (11 % pour le Languedoc-Roussillon). Autrement dit, sont rejetées telles quelles dans la mer les bactéries qui ne sont que peu dangereuses en elles-mêmes (la faible concentration) mais qui favorisent la prolifération d'autres germes : typhoïde, parasites intestinaux, choléras, cholestérol, trichomonas, virus de l'hépatite. Certains plages (en particulier à l'embouchure des égouts) dépassent plus que largement les taux « salubres » de l'administration elle-même : Marseille, Cherbourg, Criquebeuf, Palavas les Flots, Granville, Collioure et St Jean de Luz et bien d'autres, on a même vu des pointes à plus de 200 000 coliformes par litre.

● Sous l'usine, la pollution

Sans parler de toutes les saignées que l'eau de ruissellement ramène de nos champs, campagnes, polders, des pannes, les industries contribuent largement à la mort du milieu littoral : 3 millions de tonnes de pétrole qui « dégaze », des barils de 20 M de litres des aux « forages » en mer, boues sèches, métaux lourds (chrome, mercure, plomb), et les petits débris de l'énergie nucléaire (500 000 tonnes de résidus radio-actifs). Et encore on ne vous parle pas des détergents qui, globalement, les algues troussées en même temps que l'oxygène des poissons (la « maladie » des étangs ou des lacs), on ne vous parle pas non plus de la hausse de température de l'eau, 12 millions de tonnes de déchets qui mer doit millions de tonnes de déchets. Ce sont les papeteries de Mauduit à Quimperle, c'est la centrale EDF de St Chamans qui envoie de l'eau douce dans l'étang de Barre en même temps que 300 000 m³ de déchets solides par an. C'est la Bire de Seine et Dunkerque. Ce sont les boues rouges de la Montedison.

● Du thon ou un thermomètre : la chaîne alimentaire

Le thon c'est bon, si on n'en mange pas avec le mercure qui se concentre tout au long de la chaîne alimentaire on pourrait se construire un thermomètre. En Provence les mangeurs de thon (1,5 kg de poisson par semaine) ont recueilli du mercure en quantité 10 fois supérieure à la normale (mais meilleure quand même à celles trouvées chez les pêcheurs japonais de Minamata, une fois qu'ils furent morts empoisonnés 70 morts et 602 handicaps). Le mercure et le plomb (déchets à l'échelle industrielle par les industries) ont en fait la sympathique propriété de ne pas être éliminés et donc de se concentrer tout au long de la chaîne alimentaire jusqu'à l'homme. Une moule distille 30 l d'eau par jour et une huître 100 litres, elles concentrent jusqu'à 70 000 fois la densité de pollution de l'eau. Autrement dit si vous voulez de l'eau claire, mettez des huîtres et si vous voulez attraper une hépatite-mangez-les (70 % des hépatites proviennent de la consommation de crustacés). Le thon concentre jusqu'à 100 000 fois le mercure, et 100 fois le cadmium (le homard adore le plomb et la crevette l'arsenic. La Méditerranée plus que toutes les autres mers, a emmagasiné d'importantes quantités de mercure » dit le colloque de Barcelone de 74. Sur 35 poissons frais testés par « Que Choisir ? », 13 ont une teneur en mercure supérieur au seuil tolérable, un pêcheur qui avalerait 2kg de sa pêche par semaine risque l'empoisonnement au bout de 7 ans. Bon appétit.

Informations : de « Que Choisir ? », « les pieds dans la mer », correspondances locales.